

Le 25 octobre 2005, le collègè échevinal de la ville de Luxembourg acceptait de répondre aux préoccupations des habitants des quartiers de la Gare et de Bonnevoie en organisant un hearing public au Centre culturel de Bonnevoie. En vue du débat prévu au sein du conseil communal le 6 décembre, les asbl ASTI, Caritas-Accueil et Solidarité, Caritas-Jeunes et Famille, Centre de prévention des toxicomanies, Comité de Défense Sociale-Abriado/Nuetseil, Croix Rouge Luxembourgeoise-Service Migrants et Réfugiés, Croix Rouge Luxembourgeoise-DropIn, Fondation Jugend an Drogenhellef, Inter-Actions, Médecins sans frontières et Stëmm vun der Stroos se sont permis, dans un courrier, de faire part aux responsables politiques de leurs réflexions et propositions. Par cette action, elles entendent non seulement contribuer au débat, mais également prendre leurs responsabilités.

Voici un résumé des mesures évoquées dans le courrier adressé le 12 novembre aux 27 membres du conseil communal de la Ville de Luxembourg, aux Ministres de la Famille, de la Santé, de la Justice, de l'Immigration et de l'Egalité des Chances, au Procureur d'Etat, au directeur régional de la Police, à SOS Gare et à l'Usil:

Comme l'a très justement souligné le Procureur d'Etat, Roby Biever, « des situations à facettes multiples exigent des réponses multiples » et pour tenter de résoudre les nombreux problèmes, il ne convient pas de faire reposer toute la responsabilité sur les épaules des services de

Police et de la Justice. La sécurité exige une approche globale comprenant certes une présence policière, mais encore et surtout une politique ambitieuse contre le chômage, la pauvreté et la précarité sociale, une action volontariste contre les inégalités sociales par l'école.

A) Les sans-abri

Une première catégorie de personnes vulnérables est constituée par des jeunes ayant à peine achevé leur obligation scolaire et ne pouvant ou ne voulant plus séjourner auprès de leur famille. Un certain nombre de ces jeunes quittent le domicile parental, errent dans la nature, essayant de se loger à gauche et à droite, chez des « amis », dans des voitures ou des maisons abandonnées. Sans revenu et sans travail, le seuil de la criminalité, de la prostitution et de la toxicomanie est vite franchi. Ces jeunes ont besoin d'un lieu où vivre, ils ont besoin qu'on s'occupe d'eux, qu'on leur offre d'autres alternatives que la « jungle » de la rue ! Des initiatives existent, des projets sont en train de se faire, mais l'évolution est lente et jusqu'ici la volonté politique quelque peu trop hésitante.

Une situation tout aussi dramatique peut être constatée dans le contexte de la prison. Très peu, voire pratiquement aucune préparation à la sortie n'est réalisée dans nos prisons. Il n'est pas acceptable qu'une personne ayant purgé une peine de plusieurs années se retrouve « extra muros » du jour au lendemain, sans qu'aucune démarche n'ait été réalisée pour lui assurer un logement décent, ni qu'aucun revenu ne lui

permette de se procurer le minimum pour vivre.

D'autres catégories de personnes risquant de tomber dans le sans-abrisme sont les personnes quittant les cliniques psychiatriques et les centres thérapeutiques à la fin d'un traitement médical ou d'une thérapie de moyenne à longue durée, mais ne sachant pas où aller.

De plus, il existe un problème inhérent au système en vigueur au Grand-Duché du Luxembourg : celui de la pratique administrative par laquelle un grand nombre de communes luxembourgeoises se débarrassent trop facilement de citoyens « non désirés ». Ces communes « rayent d'office » ces personnes une fois qu'elles ne se trouvent plus physiquement sur leur territoire, poussant un nombre important de ces personnes inutilement dans le sans-abrisme. Ce phénomène provoque une concentration de ces personnes sur le territoire de la Ville de Luxembourg où se trouvent la plupart des structures d'accueil financées par l'Etat. Il est capital que tout citoyen d'une commune reste domicilié dans cette commune jusqu'au moment où il intègre un domicile légal dans une autre commune. Dans ce contexte, le vote de la loi sur la réforme des offices sociaux et du domicile de secours est d'une urgence absolue.

D'une manière générale, les structures d'accueil devraient bénéficier de davantage de moyens, pour être en mesure de mieux assumer leurs rôles respectifs le week-end. Afin de pouvoir véritablement aider les personnes concernées à améliorer leur

situation, une augmentation des activités socio-éducatives et professionnelles est nécessaire.

A l'heure actuelle la grande majorité des structures d'accueil d'urgence affichent complets. Faute d'alternatives financièrement accessibles, beaucoup d'usagers sont forcés de demeurer dans ces structures, alors qu'ils seraient tout à fait capables, avec un minimum d'encadrement, de mener une vie indépendante et plus ou moins autonome dans un environnement social normal, non-institutionnel. Ce dernier axe d'intervention est constitué par le suivi des personnes ayant quitté les structures d'urgence et nécessitant encore un certain soutien psychosocial pour pouvoir vivre dans un nouvel environnement social et y fonctionner d'une manière autonome. Le personnel actuel, principalement engagé dans le contexte de structures d'accueil d'urgence, ne peut assumer ces tâches de suivi. La mise à disposition de « logements encadrés / accompagnés », que ce soit pour des jeunes de moins de 20 ans ayant quitté le domicile de leurs parents, des personnes sortant de prison, de clinique, de thérapie ou de structures d'accueil d'urgence est d'une grande importance. Une multiplication de « logements encadrés/ accompagnés » aurait également pour conséquence une meilleure répartition géographique des populations cibles évoquées.

B) La prostitution

En 1998, la création du service DropIn de la Croix-Rouge luxembourgeoise a été une réaction à un besoin existant, permettant un suivi social et médical de cette popula-

tion. Cette offre pour les personnes travaillant dans le « plus vieux métier du monde » n'a pas entraîné d'augmentation du nombre de prostituées, ni dans les rues, ni dans les environs du Drop In. Parler aujourd'hui de décentralisation pour soulager le quartier de la gare, c'est mal juger le problème. Ce ne sont pas les services d'aides qui créent les problèmes, mais au contraire, ils sont créés en réaction à un problème. Une offre comme le DropIn, située ailleurs que dans le quartier de la gare, ne servirait à personne.

Actuellement le DropIn est ouvert du mardi au samedi de 18 :00 à 24.00 heures. Avec des moyens adéquats, cette offre pourrait être élargie à 7 jours sur 7, ce qui permettrait un travail d'aide et de prévention pendant toutes les soirées (et après-midi) de la semaine.

Les problèmes que rencontrent les responsables du service sont surtout dus au déplacement de la prostitution. Le nouvel endroit où la prostitution est réglementée s'avère trop petit pour toutes les femmes travaillant dans le domaine. Ceci implique que les femmes ne respectent pas toujours les adresses fixées et se dispersent dans d'autres rues. Par conséquent, les travailleurs sociaux ont plus de difficultés à localiser les personnes qui nécessiteraient leur aide. Pour cette raison nous suggérons de revoir la conception des rues en question.

C) Agir contre les problèmes soulevés par la toxicomanie

Les problèmes en rapport avec les drogues, le trafic de drogues et les

toxicomanies sur le territoire de la Ville de Luxembourg, et plus spécialement dans les quartiers de la gare, s'inscrivent dans un contexte national et international, et ne peuvent donc être ni compris, ni traités en tant que phénomène local et isolé. Afin d'essayer de dédramatiser la situation dans les quartiers de la gare, plusieurs pistes entrant dans notre champ de compétence nous semblent dès à présent utiles. Les deux premières pistes énumérées ci-après sont des projets - déjà approuvés au niveau des gouvernements dans le cadre des accords de coalition et au niveau des ministères - qui peuvent contribuer à améliorer rapidement la situation à la gare.

L'ouverture d'un lieu de consommation (Fixerstuff) permettra de diminuer le nombre de consommateurs qui s'injectent leur dose en lieu public ou semi-public et de diminuer en parallèle le nombre de seringues jetées dans ces mêmes lieux. Cette mesure vise à réduire les risques d'infections et d'overdoses mortelles tout en constituant un moyen d'entrer en contact avec les usagers pour leur proposer une aide.

Un programme de distribution contrôlée d'héroïne - qui serait essentiellement dirigé vers les consommateurs lourds et de longue durée et qui permettra au noyau dur des toxicomanes de rue de ne plus devoir recourir à la petite délinquance et aux agressions afin de se procurer des drogues.

Un système d'offre de travail rémunéré à la journée ("Tagelöhner") et/

ou à la demi-journée, géré par la Ville de Luxembourg, pourrait avoir comme effet une réduction de la petite délinquance. Les toxicomanes de rue, ainsi que les prostituées, auraient ainsi la possibilité de travailler ponctuellement pour subvenir à leurs besoins.

Des structures d'occupation et de formation de jour pourraient être proposées pour parer à l'inactivité ayant pour conséquence le vagabondage des toxicomanes à longueur de journée dans les rues.

4 Une décentralisation des structures d'intervention et d'aide nous semble nécessaire afin d'éviter une accumulation trop importante de toutes les problématiques sur le seul territoire de la Ville de Luxembourg.

De plus, si nous voulons assurer une meilleure protection et une prévention efficace pour les jeunes dans notre société, les législations sur les drogues dites légales telles que tabac et alcool sont à adapter rapidement, vu qu'il semble exister un lien direct entre consommation précoce de ces substances et une entrée dans la consommation de substances psychoactives illégales.

D) Une approche volontariste des demandeurs d'asile

Il faut saluer la volonté de réduire la durée de procédure. Nous apprécions également le fait que le gouvernement soutienne l'idée d'une structure de premier accueil sur le territoire de la ville de Luxembourg (au Foyer Don Bosco au Limpertsberg), qui permet d'accueillir les demandeurs d'asile dans une première phase (d'une durée de

quelques semaines) avant d'être répartis à travers le pays. Nous souhaitons que le gouvernement, ainsi que la ville de Luxembourg, fassent le nécessaire pour optimiser les conditions de ce premier accueil (p. ex. au niveau infrastructures du bâtiment).

Si une surveillance des foyers de demandeurs d'asile a été mise en place dans un certain nombre de foyers, un encadrement social minimum fait presque toujours défaut. A Arlon par exemple, un foyer de demandeurs d'asile de 80 pensionnaires est encadré par 17 personnes à plein temps !

Les dispositions actuelles qui empêchent les demandeurs d'asile d'occuper un emploi rémunéré les condamnent à l'oisiveté. Il faut proposer des activités à ces personnes et leur permettre après 6 mois de procédure l'accès à un emploi.

En guise de conclusion et pour assurer un suivi des décisions politiques à prendre: Il convient de mettre en place une "table ronde", moyen qui s'est avéré utile dans les expériences à l'étranger, pour prendre en main la situation. Celle-ci réunirait régulièrement (et pas uniquement en cas de crise) les acteurs concernés et aurait pour objectifs: le suivi de l'évolution de la situation, l'élaboration de recommandations et de propositions concrètes, l'évaluation des interventions mises en pratique et la concertation des acteurs impliqués.

Cette "table ronde" pourrait être composée de représentants de la Ville de Luxembourg, des ministères compétents, des services

d'aide, des forces de l'ordre, des comités des habitants et commerçants et des acteurs concernés (consommateurs de drogues, prostitués, SDF, demandeurs d'asile, ...).

Les associations signataires sont prêtes à ce dialogue devant mener à des politiques humanistes et volontaristes.



Dossier spécial: droit de réponse

Editorial

- Créons la journée du Sdf 2
- Fermeture pour cause de fin de bail 6
- Médiation plutôt que répression 8
- La prison: Une fabrique de misère sociale 9
- Wéi een op der Strooss behandelt gett 10
- Möchten Sie nicht auch einmal eine zweite Chance bekommen? 11
- Das etwas ungewöhnliche Hobby älterer Leute 12
- Hat sich schon jemand die Frage gestellt, warum ein Mensch zum Aussenseiter wird? 14
- Echo from down the Street 15
- Circuit de la gare 16
- Die offizielle Eröffnung der Stëmm vun der Strooss in Esch. 17

Leserbrief

Paola

2
6
8
9
10
11
12
14
15
16
17
18
13





Créons la journée du SDF

« La parole était aux citoyens lors d'un hearing organisé par l'administration communale de Luxembourg à Bonnevoie ». Du moins, c'est ce que La Voix du 26 octobre annonce à la une. Il nous reste donc à préciser qu'il s'agissait seulement des citoyens qui ont « pignon sur rue ». Les obscurs, les miséreux, les sans-abri n'étaient pas invités ! C'est qu'ils étaient l'objet même du débat. Celui-ci, bien évidemment, ne pouvait être que caricatural : drogue, prostitution, vols, agressions, crimes seraient, paraît-il, le lot quotidien du quartier de la gare à Luxembourg et de Bonnevoie.

On conçoit très bien que les commerçants et les bonnes gens réclament une certaine honorabilité urbaine. La concentration de malheurs et de misères sur un quartier le rend peu avenant et la bonne marche des affaires en pâtit. Cependant, peut-on traiter les problèmes en criant tout et n'importe quoi ?

On nous crie « la prostitution s'étale au grand jour ». Or, nous savons bien que les prostituées, pour la plupart, travaillent la nuit et passent leur journée chez elles, le plus souvent, dans les pays limitrophes du Grand-Duché. Cela dit,

si une jeune droguée se livre à la prostitution « sauvage » pour payer sa dose, notre devoir n'est-il pas de lui porter secours plutôt que de la refouler vers un autre quartier ?

On nous crie « les SDF agressent les passants ». Or, des milliers de gens qui se rendent à la gare ferroviaire, qui attendent leur autobus, qui se promènent dans les galeries commerçantes peuvent témoigner que, dans l'ensemble, les SDF se tiennent « correctement ». Les rares dérives sont vite gérées par la police, les vigiles voire les passants eux-mêmes. En fait, c'est la présence de pauvres hères mal vêtus, mal lavés, mal nourris, qui est vécue comme une agression par certains qui ne mesurent pas leur chance de pouvoir s'habiller avec élégance, prendre un bain dans une confortable baignoire, abuser de bons petits plats et de vins fins.

La vie est faite de hauts et de bas. Il y en a que la vie a peu à peu fait descendre au plus bas. Faut-il, pour autant, les « parquer » à la campagne, dans des réserves ou des ghettos ? Faut-il leur interdire l'espace public ?

Tout pays, le Grand-Duché comme les autres, a son lot de riches et de pauvres. Avec la crise qui n'en finit pas, il s'avère qu'il y a de plus en plus de pauvres. Tel SDF que nous connaissons était naguère dans l'enseignement, tel autre dans l'architecture ou le barreau, l'industrie ou un autre secteur de l'activité économique de notre pays. Être pauvre ne veut pas dire être délinquant. Assimiler SDF et voyou est un amalgame insupportable qui relève de la diffamation. Être SDF, c'est d'abord être victime d'un système qui broie les hommes et les femmes et qui les repousse à la marge.

La prévention à la source relève de la gestion du marché du travail. Certes, le Grand-Duché accomplit un effort exceptionnel, en Europe et peut-être dans le monde, en ce qui concerne les victimes de licenciement. Encore faut-il que la personne concernée ait travaillé dans le pays ! Encore faut-il avoir retrouvé un emploi avant la fin de la période couverte par les allocations ! Encore faut-il ne pas s'être abîmé de désespoir dans la drogue ou l'alcool !

Cela dit, ce qui dérange le plus le « passant honnête » de la chanson de

Brassens, ce sont les personnes qui « traînent dans la rue » et dont il faut savoir qu'elles préféreraient être dans un endroit plus convivial et mieux chauffé en hiver. Les structures d'accueil sont-elles en nombre suffisant ? Sont-elles suffisamment réparties sur le territoire pour être accessibles quand on n'a pas les moyens de se payer le bus, quand on n'a plus l'énergie pour s'y rendre ?

Il y a des travailleurs sociaux, des « médiateurs », qui exercent auprès des gens de la rue. Les SDF ne demandent que cela. Les aides apportées par ces professionnels sont pour eux comme des gouttes d'eau de jouvence, de bonheur trop bref : un sourire, une information et mille petites choses qui montrent que l'on est encore un être humain.

Ces médiateurs sont trop peu nombreux. Pourquoi ne pas s'appuyer sur les SDF réinsérés ? On pourrait constituer des équipes mixtes Médiateur/SDF réinsérés ou Police/SDF réinsérés. Personne mieux qu'un ancien SDF ne peut comprendre un autre SDF. Les mots pour dialoguer, les situations partagées, les solutions trouvées pour s'en sortir sont autant de soutiens qu'un SDF réinséré peut apporter à son interlocuteur dans la rue.

En particulier, je suis certaine que les patrouilles de police mixtes permettraient d'éviter nombre de heurts. Assimiler les policiers à de purs agents répressifs est un autre amalgame insupportable. Les policiers sont des acteurs sociaux parmi les autres. La répression pour la répression n'a aucun sens et elle est inefficace. Dans plusieurs pays limitrophes, les policiers peuvent s'appuyer sur des psychologues, des assistants sociaux, des per-

sonnels médicaux et la conjugaison de diverses approches apporte des solutions aux problèmes posés. Pourquoi pas au Grand-Duché ?

Une autre forme de prévention relève d'un travail sur l'opinion. L'image des SDF est systématiquement marquée du sceau de la négativité. Cela ne peut que creuser plus profondément le fossé de l'incompréhension et la violence n'apporte que la violence. La Stëmm mène un combat méritoire pour corriger cette image négative. Notre présent magazine, celui que vous êtes en train de lire, est un exemple de son action.

Nous luttons pour que notre société retrouve une solidarité qui a disparu. Voyez les gens de l'Est ou du Sud : ils se soutiennent les uns les autres, ils ne laissent pas un compatriote dans la « déche », ils l'aident avec le peu de moyens qu'ils ont, mais ils l'aident.

Et si nous étions capables de créer la journée du SDF, comme il y a la journée de la « femme », du « sans tabac », du « sans voiture » ! Une grande campagne événementielle conduirait chacun, ce jour-là, à s'intéresser aux problèmes de la rue. Un jour, c'est bien peu, direz-vous, mais un jour, c'est la voie ouverte à tous les jours. Des yeux ouverts ne se refermeront pas. Arrêtons de crier haro sur nos concitoyens perdus, sur nos concitoyens exclus.

Le SDF nous dérange. Il nous dérange parce qu'il nous fait honte. Il nous fait honte parce que nous savons bien, au fond de nous-mêmes, qu'il est un produit de la société dans laquelle nous vivons, d'un système implacable qui génère la prospérité, mais aussi la misère.

Renée F.

An alle unsere Spender

► Wie viele Menschen daran denken, dass es ihnen besser geht als anderen, haben wir immer wieder im Laufe des Jahres festgestellt. Unzählige Personen, Gesellschaften und Vereine haben die Stëmm vun der Strooss durch Abonnements oder Spenden unterstützt.

Die Höhe der Spenden reicht von 10 € bis zu 5 000 €.

Vous souhaitez soutenir plus concrètement les plus démunis de notre société? Par le parrainage, c'est possible: il vous suffit d'acheter des bons de consommation qui leur permettront de boire et de manger gratuitement chez nous, au Treffpunkt 105.

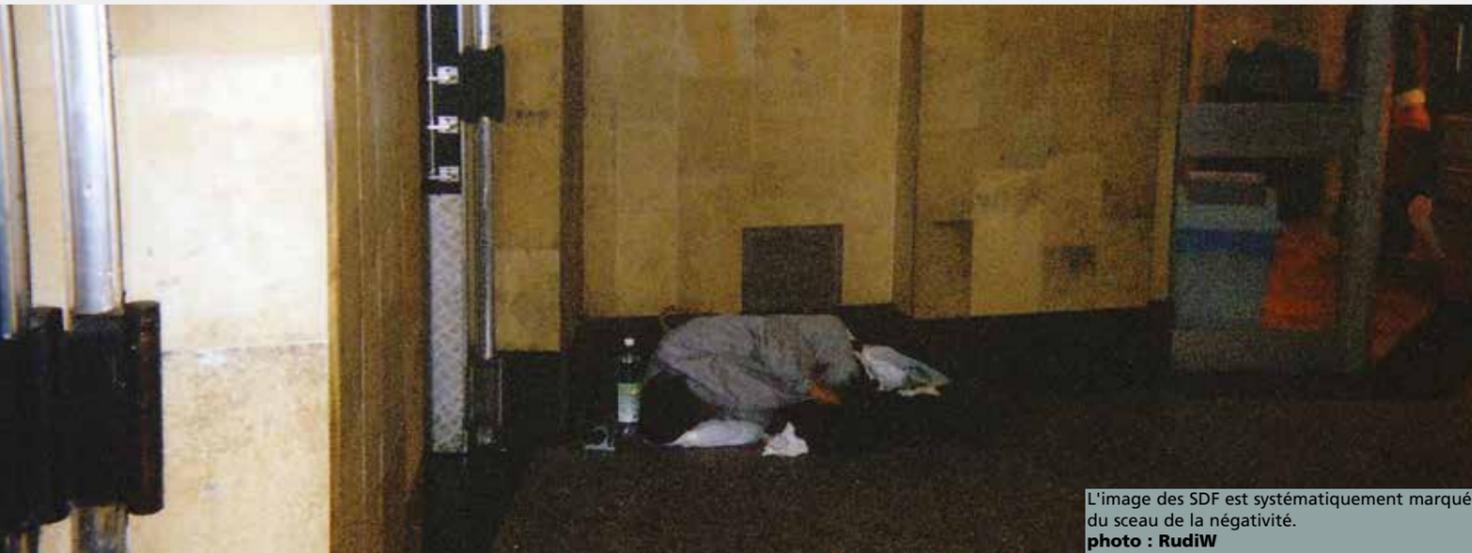
1 bon = 25 cents = 1 boisson chaude ou froide. 2 bons = 0,50 € = 1 repas chaud

► Indiquez-nous le nombre de bons désirés et virez la somme correspondante sur le compte LU63 0019 2100 0888 3000 de la BCEE avec la communication "bons Treffpunkt".

Immo-Stëmm: Un toit pour toi

Depuis le 1er janvier 2001, la svds a réussi à retrouver un logement décent à 35 personnes. Vous pouvez nous aider à faire encore plus en versant vos dons sur le compte

BCEE
LU63 0019 2100 0888 3000
de la Stëmm vun der Strooss, avec la mention « Immo-Stëmm ». Si vous disposez d'un logement à petit prix, merci de bien vouloir nous contacter au Tél : 49 02 60.



L'image des SDF est systématiquement marquée du sceau de la négativité.
photo : RudiW



Fermeture pour cause de fin de bail

Das Geschenk- Abo

► Ihre Freunde und Bekannte kennen d'Stëmm vun der Strooss nicht? Das können sie ändern!

► Verschenken sie einfach ein Jahresabonnement.

Ob zum Geburtstag, zu Weihnacht-ten oder einfach so: Die Stëmm vun der Strooss ist in jedem Fall ein gutes Geschenk. Momentan haben wir 732 Abonnenten.

► Und so einfach geht's:
Sie überweisen 15,00€ auf das Konto LU63 0019 2100 0888 3000 bei der Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat und schicken uns eine Postkarte mit ihrer Bestellung und der Anschrift des Beschenkten an Stëmm vun der Strooss asbl, 105, rue du cimetière, L-1338 Luxembourg, oder Sie füllen den Coupon aus und schicken ihn uns zu:

Das Jahresabonnement geht an:

Name

Vorname

Straße

Plz / Ort

Hiermit bestätige ich die Bestellung:

Name

vorname

Straße

PLZ / Ort

Den Betrag von 15,00 € überweise ich auf folgendes Konto:
Konto LU63 0019 2100 0888 3000 bei der Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat

Datum, Ort Unterschrift

Mieux vaudrait être pauvre au Luxembourg qu'ailleurs. C'est vrai sans doute. Mais ici comme ailleurs, quoi qu'on en dise, il vaut mieux être riche et en bonne santé que pauvre et malade.

Il y aurait donc des pauvres au Luxembourg, des sans-abri qui se doublent parfois d'alcooliques ou de toxicomanes, c.-à-d. des gens pauvres et malades. Ceux-ci «séviraient» dans le quartier de la Gare et à Bonnevoie, d'où le sentiment d'insécurité des habitants et commerçants de ces quartiers. «Les commerçants se disent également touchés. Clients et employés seraient, disent-ils, agressés par des jeunes gens d'origine africaine, les vols

canards boiteux. Il y en a qui suivent paisiblement leur chemin sans agresser, ni déranger, personne.

D'aucuns font la manche. Où est le problème? Je connais des commerçants qui, de leur propre aveu, y ont fermé boutique à cause du loyer exorbitant pour rouvrir ailleurs où le loyer est moins élevé. Il y a aussi des clients qui délaissent ces quartiers parce qu'ils préfèrent faire leurs emplettes à meilleur marché à la périphérie de la Ville ou à l'étranger, où ils trouvent en plus à se garer plus facilement.

L'insécurité existe dans toutes les villes. Faut-il pour autant les reconstruire à la



se multiplieraient, la clientèle privilégierait les centres commerciaux plus sûrs, ce qui obligerait certains commerces à mettre la clé sous la porte. (sic)» (La Voix du 26.10.04)

La question est de savoir, s'il n'y a pas à cela d'autres raisons et si on ne fait pas de ces gens-là, peu importe la couleur de leur peau à moins d'être raciste, des boucs émissaires. Car tous ne sont pas des brebis galeuses ni des

campagne où non seulement l'air est plus pur, mais où l'insécurité est moindre, voire inexistante?

Claude R.

P.-S. En sortant de la Gare de l'Est lors d'un voyage imprévu à Paris (Paname pour les Parigots), je fus témoin en plein jour d'un vol à l'arraché dont a été victime un pépé et, chose inouïe, une jeune alcoolo me traita de fils de pute.

Médiation plutôt que répression

Il est des mensonges qui doivent être dénoncés, car la rumeur publique accuse souvent une catégorie de la population pour cacher sa propre misère et sa propre détresse.

Nous entendons les commerçants et les résidents se plaindre de l'afflux des SDF qu'ils accusent de «déranger» le voisinage, d'être les parasites de notre société. Finalement, ils voudraient bien résoudre «leurs» problèmes en rejetant les pauvres vers d'autres quartiers de la capitale (et tant pis pour ces autres quartiers !) ou en les repoussant au plus profond des campagnes grand-ducales.

Ont-ils honte de constater qu'un pays prospère génère aussi la pauvreté? Oublient-ils qu'une personne nantie peut, du jour au lendemain, se retrouver dans la rue, suite à une simple déconfiture, une faillite, un divorce qui a mal tourné ou une malencontreuse rencontre avec un marchand de drogue, etc.? Considèrent-ils que cette pauvre personne ne mérite même plus que l'on s'occupe d'elle? Savent-ils qu'un petit sourire, une tasse de café chaud, donnent du «pep» pour la journée entière à ce sans-abri, à ce pauvre, à cet errant de la rue par tous les temps ?

Heureusement que des personnes ont pris le problème à bras-le-corps et essayent de soulager la misère de leurs semblables. A Luxembourg, plusieurs associations caritatives, des a.s.b.l. d'intérêt public, veulent apporter des solutions à la terrible situation de ces malheureux. Néanmoins, leurs moyens restent limités : Les médiateurs de rue ne sont pas en nombre suffisant pour effectuer le travail qui leur est demandé et les centres de jour ne sont pas assez nombreux pour contenir le flot des pauvres et des sans-abri.

Les États qui ont investi des centaines de millions d'euros dans la police répressive, laissent les associations caritatives, pour la plupart financées par des dons privés, s'occuper seules de gérer ce problème. Alors, regardons ce qui se fait dans d'autres pays, sans pour autant dénier toutes les tentatives et les réussites des services compétents.

Précisons que nous parlons des pauvres sur le plan financier, car pas mal de SDF ont un quotient intellectuel égal, sinon supérieur, à celui de beaucoup de personnes dites aisées.

La première solution est donc d'intensi-

fier la médiation et de voir des professionnels dialoguer, apporter des solutions aux problèmes, le plus souvent matériels. Prenons exemple sur le Canada : la police canadienne organise une réunion mensuelle avec les populations concernées : SDF, ré-sidents, commerçants, politiciens, médiateurs de rue, médecins, assistants sociaux... et ensemble, ils cherchent des solutions pour contre-carrer cette soit-disant insécurité que ressentent les gens aisés.

Par ailleurs, la presse doit aussi faire son mea culpa, car certains journalistes ne se rendent pas compte de la portée de leurs écrits lorsqu'ils se font l'écho de tous les préjugés et autres poncifs. Certes, «tout le monde, il est pas beau, il est pas gentil » comme disait Jean Yanne, mais tous les gens de la rue luttent pour se réinsérer. Comprenez donc que ce ne sont pas des «asociaux», ce sont des «exclus». Focaliser le problème sur l'insécurité de toute la population est un mensonge et il faut le dénoncer.

Il existe des solutions
Le nerf de la guerre est l'argent. En tout état de cause, la responsabilité de l'État doit être engagée : il y a des percées dans le bon sens mais elles ne sont pas suffisantes. Or, faire trop peu, c'est faire semblant... à un point, qu'en fin de compte toutes les tentatives de solidarité envers les pauvres se trouvent annihilées.

Moins de police répressive et moins de prisons surpeuplées. Préférons les centres de réinsertion où la population défavorisée pourra suivre des formations, obtenir des informations et être suivie médicalement et psychologiquement par un encadrement de qualité.

Les gens de la rue s'usent quotidienne-

ment à trouver des solutions pour se réchauffer en hiver, pour s'alimenter, pour s'habiller, pour essayer de vivre décemment, pour conserver leur dignité, le seul bien qu'ils préservent précieusement, face à cette société égoïste qui a tout basé sur le « marchand » au détriment du « social ».

Les médiateurs de rues ne peuvent que constater les dégâts. Ils ne sont pas assez nombreux. Il faut les soutenir dans leur tâche si difficile, car actuellement, ces professionnels passent le plus clair de leur temps à essayer de régler des problèmes matériels urgents. Ils n'ont pas le temps de dialoguer, de comprendre leur interlocuteur défavorisé et, de ce fait, l'aide qu'ils leur apportent se limite à l'immédiat, sans répondre aux questions à moyen terme. L'exemple le plus typique et le plus radical est le suivant : de quels moyens dispose un médiateur de rue pour aider le SDF à trouver un logement, serait-il des plus frustrés ?

Dans d'autres pays, comme la Suisse ou la Belgique, les policiers de quartier se voient attribuer du temps pour dialoguer avec les gens. Ils organisent des tournois sportifs : basket, football, etc... Ils font appel aux équipes des entreprises privées et leur font rencontrer des équipes de « marginaux ». Il se crée alors un véritable dialogue entre des personnes qui ne se connaissaient pas : certains confient leur misère et leurs difficultés de vivre décemment à ces adversaires d'un jour qui, eux-mêmes, prennent conscience du problème dont ils ne pouvaient pas imaginer l'importance, par simple ignorance.

Et, il faut aussi le dire, le problème commence à l'école. Soyez-en conscients. Par exemple, dans le Sud de la France, des groupements ont pris en charge les



La prison: Une fabrique de misère sociale

élèves rejetés des écoles traditionnelles. Sous certaines conditions dont, à commencer la volonté de s'en sortir, ces élèves marginaux reprennent des études dans ces institutions spécialisées et réintègrent la société au fil des années. Regardez autour de vous : il y a de plus en plus de jeunes qui sombrent dans la misère.

Compulsez les statistiques : dans les grandes villes européennes, une frange considérable de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Que fait l'Europe, en la matière ? Les institutions européennes sont pourtant en mesure d'apporter des réponses puissantes : il suffirait de la volonté politique de nos élus pour légiférer en attribuant une plus grande part financière pour relever les plafonds des minimexés, assurer une solidarité européenne, créer des infrastructures performantes pour que les populations défavorisées retrouvent leur place.

Tout le monde en sortirait gagnant. Il y aurait création d'emplois, donc embauche dans le secteur social, création d'infrastructures de médiation, de centres de jour, d'écoles de réinsertion, et au-tres endroits de dialogue nécessaires à la réinsertion de ces populations.

Réduisons ensemble les inégalités par un peu de compréhension entre tous. Beaucoup de préjugés disparaîtront. Les pauvres ne demandent pas à rester pauvres, croyez-moi : il est plus dur d'être pauvre que de vivre aisément. Pour construire un monde meilleur « SOLIDARITE » est le maître-mot à écrire en caractères gras dans le cœur de chacun ! Et cela, il faut l'enseigner aux générations montantes, car elles assureront, un jour, notre propre avenir.

Liberté gagnée, toit perdu
photo : svds

Ils sont décriés, présentés comme des citoyens qui ternissent l'image de la capitale. Sont-ils à part entière responsables de leur misérable situation? Loin s'en faut. N'est-ce pas la société elle-même qui fabrique la misère sociale, qui crée des zones de non-dit, de non-droit ?

Prenons l'exemple de la prison. A quoi sert l'enfermement derrière les murs, si tous les moyens ne sont pas mis en œuvre pour extirper les prisonniers de l'univers de la délinquance et de la criminalité? Le nombre de détenus qui bénéficient de thérapies efficaces est extrêmement réduit. Dès lors le risque de récurrence pointe à l'horizon. Et ce dernier est d'autant plus grand lorsqu'il s'agit de détenus abandonnés par leur famille, par leurs proches, de détenus qui n'ont pas bénéficié en prison d'un plan de capitalisation éducative qui leur permettrait de trouver plus facilement du travail. Et que dire des détenus toxicomanes ou des détenus qui sont tombés dans la toxicomanie en prison?

Ils se retrouvent à la rue, dans une situation de détresse morale, mentale et affective qu'il est bien difficile d'imaginer. En investissant pas dans des plans thérapeutiques efficaces

proposés et mis à la disposition de tous les détenus, en ne transformant pas la prison en lieu de vie où les détenus auraient la possibilité de modifier leur comportement de guérir, en n'augmentant pas de façon sérieuse le nombre d'éducateurs et de psychologues afin d'encadrer les prisonniers, la prison ne servira à rien, si ce n'est à fabriquer de la criminalité. En règle générale les détenus sont beaucoup livrés à eux-mêmes en prison. Cela ne présage rien de bon. Et ce n'est pas dans ces conditions qu'ils apprendront quoi que ce soit qui les aidera à retrouver ou à trouver des valeurs qui les aideront à obtenir une place dans la société et à éviter de se transformer en spectres qui hanteront les nuits des citoyens qui vivent, travaillent ou simplement effectuent des achats dans le quartier de la gare.

Qui sont les responsables de ce désastre social? Il est grand temps que certains et certaines prennent leurs responsabilités.

Jean-Michel K.



Wéi een op der Strooss behandelt gett

Elo kennen d'Leit dach frou sin, well den Abridado ass net méi direkt op der Gare mee méi wäit eweg, op der route de Thionville an ech mengen do stéieren d'Toxicomanen keen. Si mussen aawer och eng Plaatz hun wou se kennen schloofen an an der Nuetseil kennen se daat maachen. Do kennen se um 21 Auer froen op nach e Bett fräi ass, si kennen Kaffi drenken, eng Zopp froen, heinsto kommen och nach Bréidercher un, déi d'Police och schon laanscht bruecht huet. Si kennen eng Dusche huelen. An dann ass well Méindes, Mettwochs a Freides vun 9 Auer moies bis 17 Auer mettes op. Also haalen d'Leit sech net méi esou vill op der Gare op.

Ech fannen et och eng Sauerei wann d'Jongen hiir Sprützen einfach esou op den Buedem geheien. Ech soen emmer si sollen d'Nool oofbriechen an dann an eng Poubelle geheien an dann färdeg. Dann kennen d'Kanner sech och net wéi doen domadder. Waat soll ech dann do soen. Wann ech irgendwou op enger Plaatz Noolen um Buedem gesin, raafen ech se op an ech briechen d'Nool



oof an ech geheien se an d'Poubelle. Daat ass dach guer net schwéier. Do gin ech den Leit wirklech Recht wann si sech opreegen.

Wou ech hinnen net Recht gin ass wann si déi Leit wéi Dreck behandeln. D'Junkien wessen datt si och selwer am Feeler sin.

Ech wollt moies schaffen goen um 8 Auer, vir den SCAS. Ech war mat Kollegen op der Gare. Ech hun mat enger Organe gespilt an dun koumen 2 Leit vun der Securicor. Ech konnt keen Franséisch schwätzen. Ech soot just zu hinnen si sollten mat mir op Letzebuerger schwätzen. Ech verstin mämlech keen franséisch. Op ee Mool stéist deen een Mann mech, aawer ferm, net lues. Ech hun hien zereck gestouss. Dun kruut ech op een Mool eng an d'Maul. Mat den Féiss hun se mech gerannt, den Honnt huet mech och nach gebass an dun sin ech opgestaanen an ech sin bei d'Police gaangen. Et war nach e Chef vun den CFL do, deen huet daat gesin an hien ass direkt an den Buro gaangen vun der Securicor. Si sollen d'Leit net esou behandeln. Well d'Gare gehéiert jidderengem. Si sollen hiiren Hënn den Maulkuerf undoen, dann wär alles gutt.

Moies um 4 Auer kommen se mat hiirem Honnt bei een. Et lait een just do ze schloofen. Et mecht een keen roosen an dann get een einfach waakrech gemaach an dann muss een eraus aus der Gare goen wann een keen Ticket bei sech huet. Daat geet all Daag esou. D'Seuricor sollen méi lues mat den Leit emgoen. Den Luce zum Beispill deen setzt emmer do seng Fläsch ze drenken. Si sollen hien dach einfach mat Rouh loossen. Hien deet jo kengem eppes. An wann si en mat den Féiss eraus schleefen, daat fannen ech nach méi

Ech hun och schon eng Nuecht an engem Zuch verbruecht. Wann ech schloofen stéieren ech jo keen.
photo : RudiW

eng Sauerei. Si brauchen jo net dobaussen ze sin.

Ech sin op der Strooss an ech sin nach nii domm a fresch mat engem gin. Ech äntwerten just zereck wann een mat mir ufänkt domm a fresch ze gin. Wann ech trëppelen, gin ech normal laanscht, ech loossen d'Leit mat Rouh. Sou laang si näischt zu mir soen, soen ech och näischt zu hinnen. Wann ech op Diekrecht bei meng Mamm gin, gin ech schon laang komesch gekuckt, well d'Leit mech do kennen. Ech sin emmer frou wann ech Diekrecht hannert mer hun, well daat deet mir wéi wann d'Leit esou mat mir sin.

Ech hun zwar och elo e klengen Feeler geamach, mee daat wéll ech nees gutt maachen. Ech hun duech Drogen meng Aarbecht verluer, well ech net méi regelmäseg opgetaucht sin. Ech hun meng Aarbecht net méi anstänneg gemaach mee daat wéll ech nees gutt maachen vir rem eng Kéier bei d'Stëmm zereck ze kommen. Ech probéieren mat den Drogen opzahaalen, well ech gin elo all Daag bei Jugend an Drogenhellef vir Hellef ze kréien. An ech hun och wëlles daat ze maachen an duech ze zéien. Ech hun es elo genuch mat den Drogen. Ech pobéieren och elo bënëvole an der Stëmm matzeschaffen, well wann ech daat net maachen kann ech Problemer kréien mam SNAS an dann kann ech den RMG vergiessen.

Wann ech eng Kéier net an der Nuetseil kann schloofen, well keng Plaatz méi do ass oder well ech zevill spéit un sin, gin ech hannen hinner bei d'CFL an en Zuch. An esou laang wéis du do keen Dreck méss, loossen si dech och do mat Rouh an dann kanns du do schloofen, sou laang wéis du keen Bordell méss. RudiW

Pompelen egal wou leien loossen ass eng Sauerei. Daat därt net sin.
photo : RudiW

A tous,

Möchten Sie nicht auch einmal eine zweite Chance bekommen?

Meiner Meinung nach ist das Kritisieren und das Abstempeln von Drogenabhängigen falsch! Dies sind nämlich auch Menschen, die krank sind und deshalb nicht ausgeschlossen werden sollten, sondern denen geholfen werden sollte. Die Bürger des Bahnhofviertels regen sich oft über diese Menschen auf: Die benutzten Spritzen liegen auf der Strasse herum, oder man sieht Drogenabhängige sich ihren Schuss auf öffentlichen Plätzen setzen.

Doch wenn es dann darum geht eine 'Fixerstuff' einzurichten, die diese Menschen von der Strasse nehmen würde und eine gewisse Kontrolle über den Drogenkonsum ermöglichen würde, sind die meisten Bürger nicht einverstanden, da dieses Projekt ja in ihrer Wohngegend realisiert werden könnte. Was soll man denn mit diesen kranken Menschen machen?

Der grösste Teil der Gesellschaft will nichts mit ihnen zu tun haben. Sie müssen doch auch eine Chance haben zu leben. Eine Umfrage im luxemburgischen Fernsehprogramm bewies, dass die Mehrheit der Bürger gegen eine 'Fixerstuff' ist. Wenn die Gesellschaft mehr Rücksicht auf die Drogenabhängigen nehmen würde und diese Menschen mehr unterstützen würde, dann hätten diese Menschen mehr Halt. Ausserdem stehen die meisten Drogenabhängigen ganz alleine mit ihren Problemen da und sind nicht immer fähig sich selbst zu helfen.

Jeder Mensch besitzt zumindest eine Vertrauensperson, sei das ein/e gute/r Freund/in, Eltern, Familienangehörige, Hausarzt etc.. Diese müssten die kranken Menschen unterstützen, damit sie sich professioneller Hilfe zuwenden, und ihnen

einen gewissen Halt geben. Da in Luxemburg Hunderte von alten Häusern leer stehen, könnte die Regierung dazu beitragen, dass mindestens in verschiedenen Regionen solche Häuser so restauriert werden, damit die genannten Drogenabhängigen eine Unterkunft haben und nicht auf der Strasse liegen.

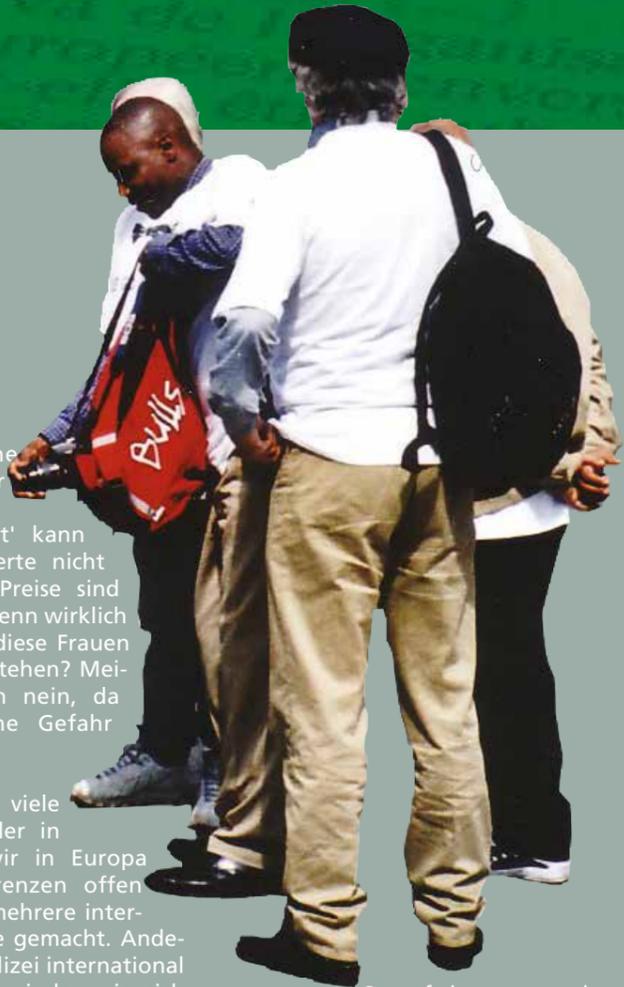
Nun zu der Prostitution: Da dies schon das älteste Gewerbe der Welt ist, sollte man so langsam aber sicher ihren Beruf akzeptieren und tolerieren und diese Frauen ihre Steuern und ihre Krankenkasse bezahlen lassen. Würde es diese Frauen nicht geben, gäbe es noch mehr Arbeitslose. Was wäre der Gesellschaft lieber? Es stellt sich auch die Frage, warum Männer zu diesen Frauen gehen. Weil sie das zuhause nicht bekommen. Die besten Kunden der Prostituierten sind verheiratete Männer und sehr

hoch angesehene Personen der Gesellschaft. Die 'soziale Unterschicht' kann sich eine Prostituierte nicht leisten, denn die Preise sind relativ hoch. Ist es denn wirklich so schlimm, wenn diese Frauen in diesen Strassen stehen? Meiner Meinung nach nein, da diese Frauen keine Gefahr darstellen.

Warum gibt es so viele internationale Dealer in Luxemburg? Da wir in Europa leben und die Grenzen offen sind, werden hier mehrere internationale Geschäfte gemacht. Andererseits kann die Polizei international zusammen arbeiten, indem sie sich gegenseitig Informationen zuweisen können und sollen.

Nun zur Problematik von Überfällen auf die Passanten: Da es hier im Bahnhofviertel so viele Polizeibüros gibt und da die Polizei so viele Streifenautos hauptsächlich in der Gegend der Stadt herumfahren lässt, wie kann es dann noch möglich sein, dass so viel Kriminalität überhaupt stattfindet? Eine Möglichkeit wäre Menschen auszubilden, da die Polizei nicht für alles die nötige Zeit aufbringen kann. Diese ausgebildeten Menschen sollten auf der Strasse arbeiten, um der Gesellschaft eine gewisse Sicherheit zu geben.

Diese allgemeine Problematik besteht schon länger, und heute kann man schon offener darüber reden! Doch trotzdem sollte man diese Menschen, die am Rande der Gesellschaft leben, nicht stigmatisieren, denn es gibt Menschen, die sich wirklich bemühen, um aus dem



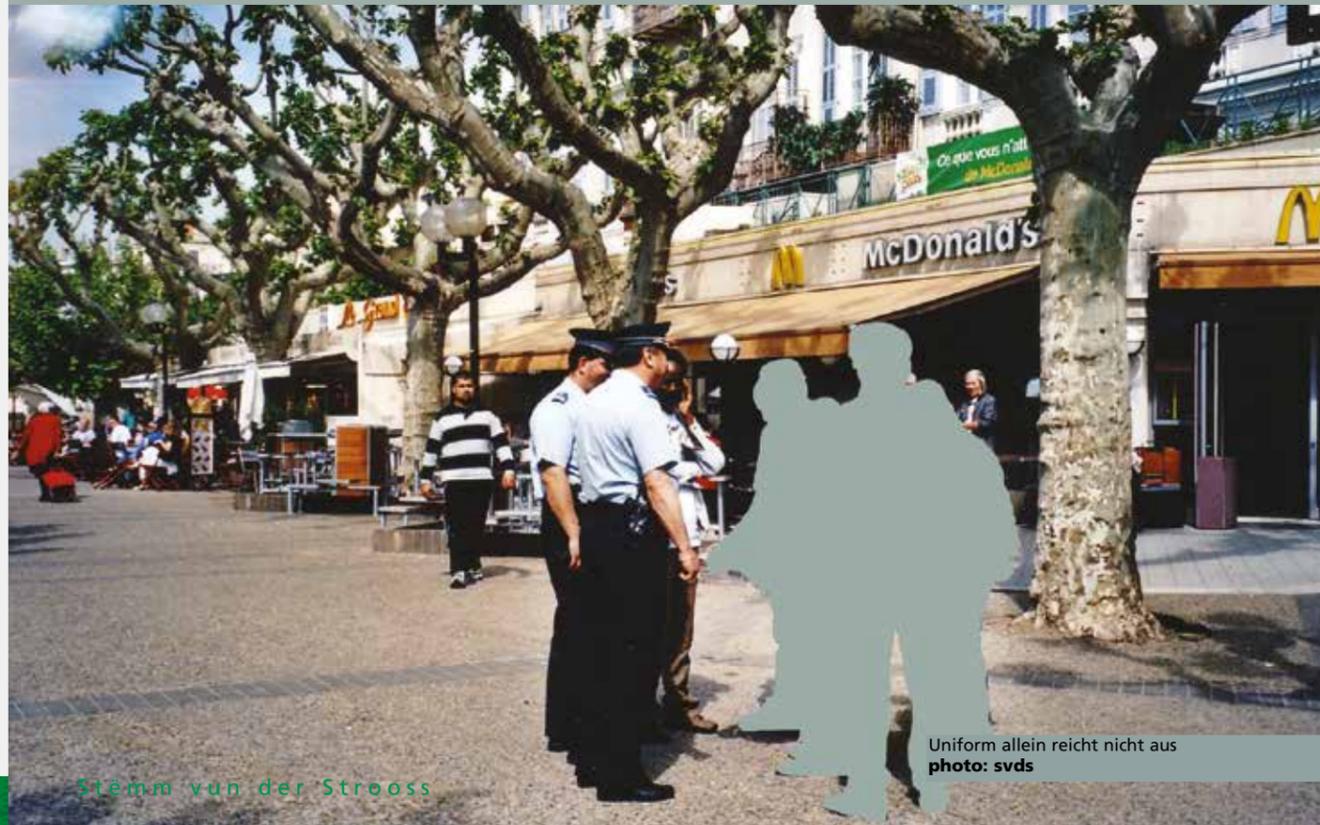
Sumpf heraus zu kommen. Wenige Arbeitgeber stellen jemanden ein, der im Gefängnis saß, drogenabhängig ist, oder wegen verschiedenen Delikten bestraft ist. Man sollte versuchen, diesen Menschen eine Chance zu geben!

Babs. W.

Quand j'appris la nouvelle du décès de Paula, une fille que beaucoup aimaient et appréciaient, plusieurs pensées sont venues hanter ma conscience. Quand je commençais à photographier dans le milieu des gens défavorisés du quartier de la gare, c'étaient Paula et Pascal qui m'ont introduit dans leur milieu. D'abord avec eux, puis avec plein d'autres gens, nous passions des moments d'émotions fortes, des émotions qui ne s'effaceront jamais de mon cœur. Je suis triste que Paula ne soit plus entre nous. Que sa disparition nous fasse réfléchir. Pascal a bien eu raison quand il a écrit que c'est la drogue qui lui a pris Paula. Et elle prendra toujours. Je suis vraiment désolé que les choses se soient passées ainsi. De tout mon cœur, je souhaite le courage nécessaire à ceux qui aimeraient sortir de cet enfer qu'on appelle la drogue.

Patrick G.

PS : la photo de Paula dans le dernier numéro me semblait mal placée - c'est pourquoi j'ai décidé d'envoyer une photo où on la voit avec un des petits rats de «Angel».



Uniform allein reicht nicht aus
photo: svds



Das etwas ungewöhnliche Hobby älterer Leute

Es gibt ältere Menschen mit wirklich außergewöhnlichen Hobbys. Ich spreche hier nicht von Leuten, die wirklich ein außergewöhnliches Hobby haben. Nein, ich rede hier von älteren Leuten, die sich auf ihre alten Tage zur Aufgabe gemacht haben, das Bahnhofsviertel zu säubern.

Das heißt, sie belästigen hart arbeitende Frauen, die Nachts im Bahnhofsviertel ihrem Beruf nachgehen, indem sie die Autonummern

Meinung, dass dann die Aufregung und Entrüstung noch größer wäre.

Ok: Ich finde es auch ekelhaft, wenn die gebrauchten Gummis liegen bleiben, wo sie nicht hingehören, zumal der Kindern wegen. Aber das sind wirklich Ausnahmen, die das machen und man soll das nicht verallgemeinern.

Nicht genug, dass diese selbsternannten Bahnhofsaubermänner-

die Toxikomanen ihre gebrauchten Spritzen überall liegenlassen, wo sie sich gerade einen Schuss gesetzt haben. Wo sie doch genug Anlaufstellen haben, wo sie die gebrauchten Spritzen abgeben können und noch den Vorteil haben, dass sie die alte Spritze durch eine Neue ersetzen können. Aber das sind auch nur Ausnahmen, die ihre Spritzen egal wo liegen lassen.

Ich frage mich, ob diese so genannten Saubermänner- Frauen nichts Besseres auf ihre alten Tage zu tun haben. Ein Bahnhofsviertel war und wird niemals eine Kirche oder ein Kindergarten sein, egal wo auf der Welt, dessen müssen sich diese Herrschaften mal bewusst werden und sich deshalb ein anderes Hobby suchen. Es gibt doch so viele schöne und andere Hobbys.

J.Sch.



Nichts besseres zu tun ?
photo: PAUL

von ihren Kunden aufschreiben und an die Polizei weitergeben. Sind die sich den nicht bewußt, was sie damit anrichten? Zum Beispiel wenn der Kunde verheiratet ist und eine Familie hat. Wenn sie keine Probleme zu Hause hätten, würden sie bestimmt nicht zu diesen Damen gehen.

Und alle Ausländer, die hier ohne ihre Frau sind. Wo sollen die denn sonst hingehen? Oder solche, die Probleme haben, eine Frau zu finden? Sollen die denn irgendwo hingehen und eine Frau vergewaltigen? Ich bin der

und Frauen die Damen, die dort stehen, belästigen, nein, sie belästigen auch noch die Mitarbeiter einer Organisation, die sich dieser Frauen annimmt und Präservative an sie verteilt, das meiner Meinung nach eine sehr lobenswerte und gesunde Initiative ist. Denn, wie schon erwähnt, unter den Kunden sind auch verheiratete Männer.

Kommen wir jetzt zu einem Problem, das auch vor Luxemburgs Toren nicht halt gemacht hat: Die Drogen! Ich finde es auch nicht in Ordnung, dass

Hat sich schon jemand die Frage gestellt, warum ein Mensch zum Aussenseiter wird?

Die Drogen- und Obdachlosenproblematik in Luxemburg ist unter anderem die Konsequenz einer Überfluss- und Leistungsgesellschaft, in die jeder Bürger von Kind an gedrängt wird. Viele Obdachlose sind durch die beschwerlichen Wege, durch die sie im Leben gegangen sind, in eine unüberschaubare Lage gelangt. Vorausgegangen sind fehlende Lebensperspektiven und Lebensqualit

ität, fehlendes Glück, sozialer Abstieg, mangelnde Betreuung und mangelndes Verständnis der Mitbürger. Die Gesellschaft ist auf der ewigen Suche nach dem Besten. Konsum, fehlende Zuneigung schon im Kindesalter, zerrüttete Familien, Anerkennung und Bedürfnisse nicht berücksichtigend lassen viele Menschen den Anforderungen der Besseren in einer sozialdarwinistisch denkenden Gesellschaft nicht gerecht werden. Alkohol, Drogen, Selbstsucht, Kriminalität sind die Folgen einer Protestaktion gegen die fettgefressene bürgerliche Oberschicht, wo nur die «Besten» sich auf der Bühne der «Schönen und Reichen» wirtschaftlich darstellen und die sogenannten «Verlierer» an den Rand der Gesellschaft geworfen werden.

Am 13. Juni, 2004 haben die Luxem-

burger Sicherheit gewählt, das Problem der sozialen Komponente haben sie nicht berücksichtigt, solange sie nicht vor ihrer Haustür belästigt werden. Krieg, Terror und wirtschaftlicher Wandel, von den Machhabern der Menschen bestimmt, dafür scheint der Luxemburger kein Interesse zu haben. Hauptsache, der Premier Jean-Claude Juncker wird es schon richten, dass es uns gut geht. Irren ist menschlich.

Auffangstrukturen für die «Verlierer» der Gesellschaft, die Einrichtung einer Fixerstube sind Lösungsvorschläge, die schon sehr lange auf dem Tisch liegen. Aber der Durchschnittsbürger dieses Landes glaubt, niemand könnte ihm was anhaben. Er hat ja einen Freifahrtschein zum wirtschaftlichen und sozialen Erfolg bis ans Ende seines Lebens. Die Bäume wachsen ja in den Himmel.

Durch die mangelnde Toleranz der luxemburger Bürger führt der Weg der «Verlierer» in den Sumpf eines sinnlosen Lebens. Die Folgen sind bekannt. Um etwas zu ändern, müssen die Bürger eine andere

Lebenshaltung an den Tag legen. Egoismus, Materialismus und fehlender menschlicher Umgang miteinander führen zu einer erstarrten Mentalität, die manche Menschen in den Untergrund zwingt.

Daniel W.



Feine Gesellschaft: Zutritt verboten
photo: PAUL





Echo from down the Street

The number of complaints about the socially dependent people hanging in and around the city has been increasing in regards to the number of people involved. That more and more people are being turned out onto the street is now becoming visible to everyone.

The meeting of the 25th of October, 2004 with the mayor, the police, the residents of the city and the existing social assistance systems was a meeting that pointed out the problems and each had a different suggestion on what should be done about it. The suggestions were as numerous and diverse as the problems.

The main problems which are plaguing the streets could be divided into 3 groups: the homeless and its foyers; Prostitution; and Drugs, or the use thereof. There are more and more people being turned onto the street for many reasons. The most relevant reason for the increasing number is due to the high cost of living and the lack of suitable lodgings that the individual can afford. For those that pay rent and only receive minimum pay are expected to pay about 50% of their income to have a roof over their head. While receiving social benefits, one is not allowed to rent an apartment or studio with another person. The chances of obtaining a loan to pay the caution and costs of moving are zero. Again one is forced to go to the social services to obtain lodgings. The waiting list is long and the waiting period longer. In the meantime they pack their belongings onto their back and try to survive the day to day routine of having nothing to do and end up going nowhere quickly.

Its hard being homeless 7 days a week when the social assistance programs like «Stëmm vun der Strooss», «Jugend und Drogenhëllef», and «Abrigado» can only offer their services Monday to Friday. There should be a center open to the public 24 hours a day, 7 days a week. A SOS Hot-line, could be an inexpensive way to inform and help people from both sides of the street. It should be made, not to cater to every whim from everyone, but a center of information on where and who they should be taking their pro-

blem to.

If public opinion wishes that the homeless should be decentralised, I disagree. If there was a building available that could house Caritas with the existing governmental and volunteer services, so that direct contact and communication could be made with one another. All these present programs try to cater to the needs of society, but to be honest, they are not well informed about the other services that could be put to use. If they worked and communicated together, solutions to many a problem would be found easier and executed to the benefit of the individual. It's a typical problem of the left hand not knowing what the right hand does leaving the individual running from bureau to bureau with only his hat in hand.

Prostitution is one of the world's oldest professions. It was an unwanted but existing part of society since the beginning of mankind. How one lives and copes with it as a community is something else. There is an organisation that caters to the needs of the prostitutes and helps the individual to work in a professional and healthy atmosphere. Their life is not an easy one, but at least there is the «Drop-In» that controls the health and welfare of those that do pursue this activity. That prostitution and drugs are united is false. The drug world has their fingers in everything, but that they are united is a false interpretation.

The general drug consume has increased mainly due to the availability of it. The youth of today are as curious as in the past. New drugs, new methods and the routes of smuggling are nothing new to the police. The laws remain the same and the problem worsens. The laws have to be enforced and corrected to pass with the problem at hand. In the eye of the police, they are sick people who need help; to the residents of the city, they are just

another problem sitting on their streets. That their habit is financed through the social system and not criminality is something to be pointed out. If they are so sick, why are they receiving social benefits and not covered by the medical system. True, the medical system would only help them for one year, while the social benefits continue for as long as the individual is not wanted on the job market. There are existing services to help the individual but none of them are compulsory. Treatments are expensive and positive results from them are few and far between. There are lands that one would have to go through a control for drug-use before receiving social benefits. Three times positive and the individual would no longer receive financial support or medical assistance. If they are so sick, heal them. Once they are healed, they could help others to help themselves. This is a disease that an individual cannot do alone and I do agree professional help is required.

Being a «Street-walker» out of habit, has lead me to see a few organisations in need of real «Street-workers». These should be people that know both sides of the street in regards to drug-use, prostitution and the needs of the socially dependent. Social workers would benefit from these «Street-workers» in finding solutions for the individual. This organisation of «Street-workers» should not be dependent on a specific organisation so that they could use all the services the country has to offer. The study of how the other lands deal with these problems would help but Luxembourg is a special country that needs special resolutions. Remember each and every one those homeless or drug-addicted individuals have problems unique in its reasons, and this is the one common denominator for why they prefer to litter the rain-soaked streets of the

city and do nothing. It's a never-ending problem with no solution in sight no matter what side of the street you're standing on.

All the existing programs mentioned above are directly or indirectly involved with people who volunteer their time, services and even their profession. The number of these people volunteering is increasing due to the concern by the residents that are affected by the above mentioned problems. That is a sign that a problem has been identified but the city offers no solutions. The residents themselves have decided to take action in a positive way by calling upon the administrations, and services that a job needs to be done. Volunteers would go down the streets collecting condoms, needles, bottles and other garbage to keep it away from the innocent and the youth. Other volunteers will make a visit to an organisation to offer their services without even asking what is needed, but know something can and has to be done about the growing number of people in need. The garbage may be removed, but the source of these garbage-makers remains.

To see the residents are ready to sit at a round-table to discuss and initiate new methods is the beginning of a journey where everyone could benefit socially, financially and spiritually. To be in contact with the «Street-life» does not always have to end up being involved in criminality, it could be its decline of recruiting new members. That is why in the past, people join together to discuss their personal problems in the open, loud and clearly. Others in the same situation are flocking together like a long lost religion. One has to cater to the needs and demands of both sides of the street without being stuck in the middle.

gen

Circuit de la gare

Depuis toujours, et partout dans le monde, les gens qui quittent leur village ou leur pays cherchent un lieu de rencontre pour s'informer du site où ils estiment éventuellement recommencer une nouvelle existence. Par l'intermédiaire d'un membre de la famille, d'un copain qui a entendu ceci ou cela, ou simplement à cause d'un article paru dans un journal, ils ont décidé de tout quitter dans l'espoir de trouver du travail, une vie meilleure et de la chance pour améliorer leur situation financière. La gare est le lieu de rencontre par excellence pour éventuellement retrouver un des "siens", surtout si on arrive avec plus ou moins zéro franc en poche. Ce phénomène n'est pas nouveau. Je me souviens encore très bien des années '60, j'avais 5 ans:

J'habitais avec mes parents dans un petit appartement dans le quartier de la gare qui se composait comme suit : un petit local qui servait de commerce, une épicerie gérée par ma mère, une cuisine, un living et une chambre, et de toilettes communes pour 3 familles qui habitaient dans le même immeuble. Tous étaient des Luxembourgeois, car de ce temps-là, 95 % des habitants de la gare étaient encore des Luxembourgeois, un quartier de petits-bourgeois. Mon père travaillait auprès de la commune, où il fallait aussi travailler le samedi. Mes parents n'avaient guère de temps pour moi. Alors j'étais heureux de passer tous mes week-ends et toutes mes

vacances à la campagne chez mes grand-parents. Mais pour cela, j'étais obligé de prendre le bus, tout seul, à 5 ans. Mes parents me disaient toujours : "Fais attention quand tu attendras le bus devant la gare. Ne parle à personne parce que les étrangers se réunissent devant la gare. Méfie-toi d'eux". C'est vrai qu'il y a 40 ans, la gare était occupée par de nombreux étrangers: des Italiens, ensuite des Portugais et aussi des clochards. Mais je n'ai jamais eu peur d'eux. Ils ne m'ont jamais fait de mal. J'ai même eu le courage de répondre à leurs questions (avec mes 3 mots de français que je comprenais ce temps-là).

La place de la Gare était également le lieu de rencontre où se rendaient, tous les jours, de 6 à 9 heures du matin, tous ceux qui cherchaient un travail. Les entrepreneurs passaient avec leur camionnette et ils avaient l'embaras du choix. Les travailleurs immigrés étaient payés à la journée. C'est comme ça que de nombreux ouvriers ont réussi à décrocher un contrat à durée indéterminée. L'administration de l'emploi était située non loin de la gare et elle s'occupait principalement des gens difficiles à placer (handicapés, personnes âgées, etc...). Le nombre de demandes d'emploi était nettement inférieur à celui d'aujourd'hui. Dans les années '70 et au début des années '80, une personne qui perdait son emploi pouvait rapidement en retrouver un autre. Les patrons



Bahnhof Luxemburg : früher reeller Traum, heute künstlicher Traum
photo: copyright Photothèque de la Ville de Luxemburg, Eduard Kutter)



Die offizielle Eröffnung der Stëmm vun der Strooss in Esch.

acceptaient encore d'augmenter les salaires des ouvriers pour ne pas les perdre au profit de la concurrence. Mais aujourd'hui, la situation a complètement changé. Dans le secteur privé, les patrons travaillent uniquement avec le nombre absolument nécessaire de salariés qui sont payés en fonction de leur contrat collectif. Les travailleurs peu productifs ou sans formation n'ont guère de chance sur le marché du travail.

Parmi les demandeurs d'emploi, il y a beaucoup de jeunes provenant de pays non-membres de l'Union européenne et de jeunes demandeurs d'asile, d'origine parfois inconnue. Ils se rencontrent, naturellement à la gare, et ils se lient à des gens qui viennent du même pays qu'eux ou simplement avec ceux qui parlent à peu près la même langue qu'eux. On ne peut pas considérer ces groupes (arabes, noirs, ex-yougoslaves, etc.), et aussi luxembourgeois) comme des bandes criminelles. Les nouveaux-arrivants se renseignent d'abord, comment et où on peut avoir les papiers nécessaires : droit de travail, droit d'asile, de logement...

J'ai fait un interview avec un jeune Arabe, qui m'a expliqué sa situation :

Svds: Ali, pour quelle raison, as-tu choisi le Luxembourg?

Ali: Mon père tenait un petit commerce à Paris, mais il ne s'y connaissait pas trop en matière de comptabilité, impôts, T.V.A., etc... J'ai travaillé pour lui, mais je n'étais jamais déclaré. Je n'ai donc pas droit au chômage, et je n'ai guère de chance de retrouver un nouvel emploi, parce que je suis d'origine arabe. Un artiste (un avaleur de feu) qui voyage avec sa troupe dans tous les pays m'a conseillé de tenter ma chance au Luxembourg. Il m'a dit qu'avec mon passeport français, je n'aurais pas de problèmes. Arrivé au Luxembourg, avec zéro franc en poche, j'ai essayé d'avoir des informations utiles, en cherchant le contact avec d'autres Arabes. Je me suis inscrit auprès des différents bureaux d'intérim. Le premier mois (en hiver), j'ai dû coucher dehors. Quand il faisait trop froid, je passais mes nuits dans les disco-

thèques, histoire de me réchauffer et d'être (+/-) passable pour travailler le lendemain.

Svds: Comment faisais-tu pour gagner assez d'argent?

Ali: Comme les sociétés d'intérim travaillent avec l'argent, on ne le reçoit que le 12ème jour du mois et on est payé uniquement pour les heures qu'on a réellement prestées. Quand ils n'ont pas de travail pour moi, je ne gagne rien. Une semaine, je travaille 2 jours chez le patron X, la semaine d'après je peux travailler 3 jours chez le patron Y, ensuite chez le patron Z, une semaine complète, et une autre semaine, rien du tout. Parfois, je ne savais même pas comment payer mon loyer et ma nourriture. Mais je ne suis pas pessimiste et j'ai eu la chance d'avoir l'appui de la "Stëmm vun der Strooss" et d'un très bon copain luxembourgeois qui est devenu mon ami.

Ali est optimiste, j'espère qu'il réussira, mais beaucoup d'autres ont perdu le courage. Ils sont désespérés, ils voient qu'il y a une grande différence entre les riches et les pauvres ici au Luxembourg. Ceux-là ont la tendance à la criminalité. Leur rêve est de devenir riches le plus vite possible. Le fait de voir tous les jours d'un côté toute cette richesse, et de l'autre d'avoir les poches vides, cela provoque une jalousie. Le risque est grand de tomber dans les filets de la criminalité organisée. Les contrôles policiers permanents irritent les personnes pauvres, mais honnêtes, qui sont venues ici, simplement pour améliorer leur situation (si on leur donne une chance). Parce que: Tous les Africains ne sont pas des dealers ou des criminels. Rejetés du hall de la gare et de la galerie Konz par les agents de sécurité accompagnés de leurs chiens, rejetés par les patrouilles de police, tous ces gens continuent leur parcours et tournent en rond: Place de la Gare, rue Joseph Junck, rue de Strasbourg. Et quand le temps est mauvais, ils font leur tour à l'envers.

PaulL.

Die Kritik des « Hearing » vom 25. Oktober 2004, dass es nur in der Stadt Luxemburg und Umgebung Alternativen gibt für Obdachlose, Drogenabhängige sowie für Prostituierte kann man jetzt mit der Eröffnung der Stëmm vun der Strooss in Esch wiederlegen. Die Dezentralisierung dieser Sozialstruktur war ein Grund für die SVDS sich ebenfalls in Esch niederzulassen.

Ein kleines Interview mit der neuen Leiterin der Escher Stëmm, Claude Consdorf, gewährt uns einen Einblick wie die Stëmm zu Esch funktioniert. Seit der inoffiziellen Eröffnung am 11. Oktober haben schon 96 verschiedene Kunden die Escher Stëmm aufgesucht, die unter anderem die



Gelegenheit wahrgenommen haben, hier preiswert (0.50 cents) zu essen, zu trinken (0.25 cents), ihre Kleider zu waschen, zu duschen respektiv sich zu unterhalten, sich auszuholen und aufzuwärmen. Die meisten Kunden kommen aus der Minettegegend.

Svds: Wéi ass et zu der Escher Stëmm komm?

Claude Consdorf: Et gin 2 Grënn: Den éischten ass Dezentraliséierung, et soll nèt alles an der Staat sin, mee et soll iwwert d'ganzt Land verdeelt sin an d'Grënnung vun der Escher Stëmm huet nach een zweete Grond, an zwar haat d'Escher Geméng e politeschen Wellen, deenen sozial schwaachen Bierger eng Alternativ un ze bidden.

Winnetou bietet dem abstinenten Gesundheitsminister die Friedenspfeife an
photos: SusyP



Joer vir assistante sociale beim Här Schauss gemaach an zu deem Zäitpunkt waren schon Gespréicher an der Escher Geméng amgaangen. Et war dee Moment jo och eng Plaatz ausgeschriwwen an ech hu mech gemëllt, mech virgestallt an sin agestallt gin. Et ass eng flott Aarbecht, déi mir gefällt, an zu Bouneweeg hätt ech no mengem Stage keng direkt Plaatz kritt.

Svds: Denks du der neier Verantwortung gewuess ze sin?

CC: Jo, doduerch datt ech schon Erfahrung an der Equipe vun Bouneweeg matbréngen fillen ech mech schon méi sècher well ech wees waat leeft an wéi un d'Léit erun goen.

Das Escher-Team : v.l.n.r : Anne Waringo, Paul Kremer, Claude Consdorf



agekleed gin wann een sech muss virstelle goen, oder op d'Gericht muss goen. Dann hu mir och eng Wäschmaschin déi een emol an der Woch benotze kann. Derbai hu mir nach 3 Computeren zur Verfügung wou een CV kann schreiwen an alt emol op den Internet kann goen vir eng Aarbechtsplatz ze sichen. Mir stin mat aktiver Hëllef bei an féieren och Gespréicher mat de Leit déi d'Bedürfnis hun...

Ofschléissend wollt ech betounen datt mir eis géifen freen en Dokter ze fannen deen 2mol am Mount op fraiwëllecher Basis Consultatiounen kéint gin well daat eng Demande ass déi emmer nees vun de Leit déi op der Strooss liewen kënnt.

Zusammenarbeit und Kommunikation fördern zwischen den Vereinigungen, den Gemeinden und den Ministerien

E klengen Interview mat e puer Leit déi d'Stëmm zu Esch besichen:

Hei déi Froen déi mir den Leit gestallt hun:

1. Wéi hutt dir vun der Stëmm zu Esch héieren?
2. Waat fannt dir gudd bei der Escher Stëmm?
3. Waat fannt dir nèt gudd hei?

*d'Malou an den Romain:

1. Mir hun ët duerch een Colleg héieren respektiv aus der Stëmm vun Bouneweeg
- 2.. D'lessen schmaacht eis ganz gudd. Daat matt der Wäschmaschin fannen mir eng ganz gudd Idee. D'Kleeders-tuff ass och eng ganz flott Initiative. Ausserdeem fannen mir och Ges-



präich an Ennerhaalung bei der Stëmm. U sèch ass näischt do waat eis net gefällt ausser villäicht een Nuets-foyer vir Leit déi keen Daach iwwert dem Kapp hun

*de Jang:

1. Ech hun et duerch d'Alex matt kritt
2. Et ass flott dass een eng Wäsch kann maachen. Et léiert een aaner Leit kennen.
3. Waat engem net gefällt soll een net soen.

*d'Astrid:

1. Ech hun et ebenfalls duerch d'Alex héieren
- 2 Et ass vill méi heemlech a rouëg hei,

Dress for success is the road to success



d'lessen ass och ganz gudd
3. Näischt!

*** Jérôme:**

1. Duerch den Rudi
2. Ech fannen alles gudd hei
3. Näischt

*** Claude:**

1. Ech sin et duerch den Jérôme gewuer gin
2. Alles ass gudd hei
3. Et ass keen Iwwerdaach virun der Diir wann et reent

*** Carol:**

1. Ech sin duerch Kolleegen hei hin-ner komm

2. d'lessen ass gudd an d'Leit sin fein
3. Näischt

*** Léo:**

1. Ech hun et op der Strooss héieren
2. Waarmt lessen
3. Näischt

*** Armand:**

1. Duerch d'Jugend an Drogenhëllef
2. Alles fannen ech gudd hei
3. Näischt

*** Oswald:**

1. Aus der Staat sin ech et gewuer gin
 2. Hei hun ech méi meng Rou an et sin net esou vill Leit déi mir ob d'Nerven gin.
 3. Näischt
- SusyP+ VeroniqueK

Vous désirez vous abonner au journal? Rien de plus facile!

Il vous suffit de virer 15 € sur le compte n° LU63 0019 2100 0888 3000 de la BCEEL avec la communication "abonnement". Vous recevrez alors tous les deux mois le nouveau numéro de la Stëmm vun der Strooss.

Rédaction:

105, rue du cimetière
L-1338 Luxembourg/ Bonnevoie
Tél: 49 02 60 Fax: 49 02 63
www.stemm-vun-der-strooss.lu

Equipe rédactionnelle :

Alexandra Oxacelay, Susanne Wahl, PaulL, ClaudeR, SuzyP, Jean-MichelK, gen, SteveL, MarcL, RudiW, VeroniqueK, DanielW, RenéeF, DanielF, BabsW, JeanneS, DanielW

Photos:

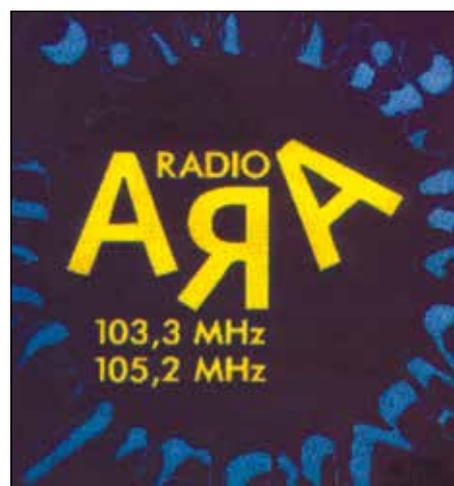
Alexandra Oxacelay, PaulL, SusyP, RudiW, ClaudeR

Layout:

www.modelldesign-trier.de

Impression:

Imprimerie Faber



D'Stëmm vun der Strooss vient d'obtenir le statut d'utilité publique par arrêté grand-ducal du 29 août 2003. Vous pourrez désormais déduire des impôts les dons que vous nous aurez faits.

Stëmm vun der Strooss a.s.b.l. est conventionnée avec le Ministère de la Santé. Vous pouvez soutenir nos actions par des dons (compte n° LU63 0019 2100 0888 3000 de la BCEEL) ou nous aider bénévolement. L'association travaille en étroite collaboration avec la Croix Rouge luxembourgeoise. Les articles signés ne reflètent pas nécessairement l'opinion de l'association.

Retrouvez toute l'équipe rédactionnelle dans l'émission D'Stëmm vun der Strooss: Informatiounen vun der Strooss vir d'Leit op der Strooss, diffusée le quatrième mardi de chaque mois, de 18h30 à 20h, en direct du studio de Radio ARA, sur les fréquences 103,3 et 105,2 FM.